

ÉTAT DE L'UNION : AU-DELÀ DES DISCOURS, RENFORCER LE POUVOIR CIVIQUE

POINT DE VUE DE FONDEMOS:



Ursula von der Leyen a prononcé mercredi 10 septembre le traditionnel discours sur l'état de l'Union. Elle était sous le regard attentif de nombreux acteurs concernés.

Elle a présenté les priorités européennes : la défense, la démocratie et l'État de droit.

Nous partageons cet impératif.

Nous saluons trois signaux forts envoyés par l'Union européenne : un « *nouveau cycle de l'État de droit* » visant à détecter plus tôt les reculs ; l'affirmation selon laquelle « *notre démocratie et l'État de droit sont les garants de ces libertés* » ; et l'engagement à renforcer considérablement le soutien aux médias indépendants, car « *une presse libre est l'épine dorsale de toute démocratie* ».

Pourtant, l'UE reste confrontée à un écart entre ses capacités et les attentes : ses promesses audacieuses suscitent l'espoir, mais leur mise en œuvre peut se heurter à des obstacles liés aux ressources, aux délais et aux divisions internes. L'ambition doit se traduire en résultats concrets.

Ce qui importe désormais, c'est l'architecture de la crédibilité. L'avantage concurrentiel de l'Europe ne doit pas être le spectacle, **mais la puissance infrastructurelle** : le droit, l'accès au marché, la portée réglementaire.

La protection de la démocratie réussit lorsqu'elle devient une routine : des fonds prévisibles, des tribunaux qui tiennent bon, des médias qui résistent à l'intimidation. Le danger de la saison de l'état de l'Union

européenne est l'inflation des promesses, où la rhétorique dépasse les institutions.

Un deuxième risque est le confort technocratique. **Un cycle de l'État de droit n'est pas un rituel Excel** : il doit changer les comportements et rééquilibrer les pouvoirs, sinon les mesures deviennent du bruit.

« L'Europe est engagée dans un combat, un combat pour un continent uni et en paix, pour une Europe libre et indépendante, un combat pour nos valeurs et notre démocratie. »

Ursula von der Leyen

Enfin, l'Europe devrait agir là où son influence est réelle, à savoir dans les domaines de la réglementation et de la conditionnalité économique, en alignant ses discours, ses budgets et ses mesures d'application afin que chaque engagement soit réalisable.

Si l'Union est « *en lutte* », la stratégie gagnante consiste à rendre la **démocratie ennuyeusement résiliente.**